

que défaut, car je veux éviter toute erreur en cette matière, si possible.

Si l'on prend ce qui s'est passé au Canada depuis quelques années, on ne peut nier que nous avons payé la dette nationale. Je n'ai pas les chiffres sous les yeux, mais je crois que la réduction de la dette s'est élevée à 58 millions par année, peut-être davantage. Il y a quelque temps, j'ai entendu dire que, si nous continuons de cette façon, nous aurons éteint la dette en 40 ans et, en même temps, nous faisons honneur à toutes nos autres obligations.

L'honorable M. ROBERTSON: Mon honorable ami n'oublie-t-il pas que l'Etat a encouru des obligations, par les garanties accordées aux voies ferrées, d'un montant supérieur à celui du remboursement de la dette effectuée en ces dernières années?

L'honorable M. HUGHES: Le réseau national en est responsable.

L'honorable M. ROBERTSON: Mais le gouvernement du Dominion s'est porté garant.

L'honorable M. HUGHES: Je le sais. Mais, si la valeur des voies ferrées a augmenté dans la proportion des emprunts, l'Etat ne se trouve pas appauvri.

L'honorable M. ROBERTSON: Si... exactement.

L'honorable M. HUGHES: Nous augmentons la valeur du patrimoine; nous augmentons la richesse nationale très rapidement, selon les chiffres de la division de la statistique du ministère du Commerce, aussi bien par tête de la population que d'une manière absolue. Voici les chiffres. La richesse *per capita* était de \$2,525, en 1921; de \$2,772, en 1925; de \$2,842, en 1926 et de \$2,907, en 1927. La richesse nationale s'élevait à \$22,195,000,000, en 1921; à \$25,673,000,000, en 1925; à \$26,691,000,000, en 1926 et, en 1927, à \$27,668,000,000.

L'honorable M. ROBERTSON: Statistique établie sur la base du recensement de 1921, n'est-ce pas?

L'honorable M. HUGHES: Ma première série de chiffres était fondée sur le chiffre de la population.

L'honorable M. ROBERTSON: La richesse *per capita* était-elle calculée en fonction du chiffre de la population de 1921 ou de la population des années énumérées?

L'honorable M. HUGHES: Je ne saurais lire. En six ans, le total de notre richesse est passé de 22 à 27 milliards, soit une plus-value de cinq milliards et quart. Je n'ai pas eu le

L'honorable M. HUGHES.

temps de me procurer les chiffres relatifs aux autres pays, mais je crois que notre richesse doit égaler celle de toute autre nation. En tous cas, la statistique que j'en ai citée doit être très satisfaisante, et ces faits ne peuvent être contredits. Voilà, à mon sens, une comparaison qui peut nous indiquer à coup sûr si nous progressons ou rétrogradons.

On a souvent dit qu'une nation peut en inonder une autre de marchandises à vil prix. On ne l'a pas dit au cours de la présente discussion, bien qu'on puisse le déduire de beaucoup de paroles prononcées. Qu'on me permette une brève remarque à ce sujet. Il n'est pas aisé et, si l'on tient compte des conditions du monde entier, il n'est pas possible à une nation d'agir de la sorte. Mais, si c'était possible, quel tort en résulterait-il? Supposons qu'un pays quelconque décide de couvrir le nôtre de marchandises, c'est-à-dire de nous donner des marchandises pour rien; de nous donner des aliments et les vêtements dont nous avons besoin sans rien exiger de nous. Ce pays ne serait pas notre ennemi. Il serait le plus généreux du monde, à notre égard, car ses habitants seraient nos serviteurs, nos esclaves, et ils ne pourraient protester. Mais, comme ce serait impossible, supposons que cette nation nous fournirait les aliments et les vêtements pour la moitié de leur valeur. Ce serait un acte de grande générosité. Ce pays devrait accepter quelque chose en paiement et, de la sorte, ne saurait nuire à nos industries. La crainte qu'une nation étrangère pourrait nuire en nous vendant des denrées à vil prix est la plus grande duperie possible. Il n'est pas possible à un pays quelconque de nous nuire de cette manière, et on ne le tente jamais dans une large mesure. En somme, le commerce est une compensation. Les nations comme les individus ne peuvent, en fin de compte, vendre à moins d'acheter. Il doit y avoir réciprocité, et ce n'est que par ce moyen qu'un pays peut commercer convenablement et efficacement.

Qu'on me permette de donner un exemple. A la fin de la guerre, les puissances européennes, l'Angleterre en particulier, étaient fort endettées envers les Etats-Unis. L'Angleterre fait des efforts herculéens pour se décharger de ses obligations, mais sa dette devra être acquittée en nature ou elle ne le sera jamais, car c'est le seul moyen qui s'offre. Je vais tenter de l'expliquer. Les Etats-Unis ne veulent pas accepter le paiement en nature, car cette méthode nuirait à leurs industries. La seule chose qui reste est l'or, dont la valeur est internationale. Ils doivent accepter le remboursement en or. S'ils possèdent plus d'or qu'il ne leur en faut, le reliquat ne leur est d'aucune utilité. Il leur faut creuser des trous